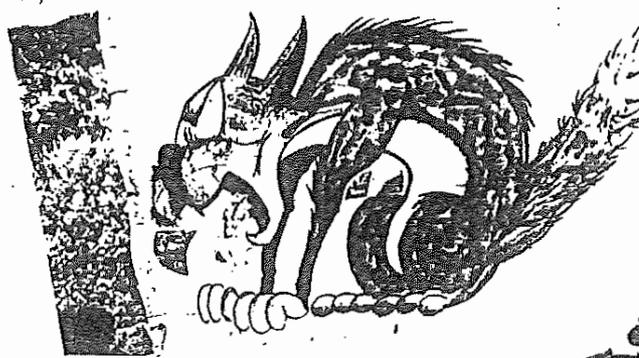


unef INFORM



ÉVITO!

SOMMAIRE

- p.2 Déclaration de Xavier AKNINE
- p.3 "Rentrons dedans" un article de Pierre VILLARD
- p.4 La Presse Etudiante à PARIS X NANTERRE
- p.5-6 72è Congrès : le débat
- p.8 LE PEN la nonte exonération des droits d'inscription
- p.9 Elections : Les Elus Etudiants
- p.10 ALBERTINI
- p.12 libéré
- p.12 Prix des libertés syndicales



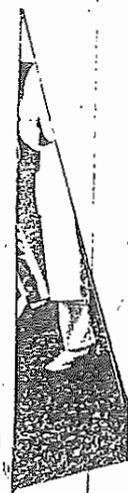
Dans les amphis de rentrée ou sur les chaines, prendre la parole, c'est déjà agir. Agir, pour boycotter les droits supplémentaires. Agir, parce que déjà, le ministère a dû bloquer les droits "officiels" et la Sécu. Agir, pour être exonéré. Agir, pour étudier bien, pour concrétiser les Etats Généraux. Agir, c'est préparer un grand congrès, le 72è congrès de l'UNEF du 19 au 22 novembre à SAINT ETIENNE. Lisez, diffusez UNEF-INFORM', éditez, écrivez dans vos journaux de fac. Agir, c'est aussi dire. Dire partout ce que l'on fait, ce que l'on veut faire et pourquoi l'Université doit changer. La parole aux étudiants !

Frédéric GEISSMANN
Membre du Bureau National

UNEF INFORM'
Mensuel Intérieur de l'UNEF
n° 56 Septembre 87
c.p 1142 D 73

Dr de la publication:
Xavier AKNINE

Redacteur en chef :
Frédéric GEISSMANN



DECLARATION DE XAVIER AKNINE, PRESIDENT DE L'UNEF

Photo AIRA

L'UNEF tient à s'élever vigoureusement contre les propos que vient de tenir Monsieur MONORY, Ministre de l'Education Nationale, lors de sa conférence de presse sur la rentrée scolaire.

Le Ministre se déclare satisfait des conditions de cette rentrée et annonce en même temps la mise au point pour décembre, d'un plan d'avenir sur 5 ans.

Et pourtant, la rentrée scolaire c'est :

- 70.000 lycéens, pour seulement 30 à 35.000 places, selon les propres paroles de Mr MONORY,

- C'est la suppression de 800 postes d'instituteurs, alors qu'il y aura 40.000 élèves en plus dans les écoles primaires.

C'est donc très clair : Mr MONORY se contente de la pénurie pour cette rentrée 87-88, alors que par ailleurs, il annonce sa volonté de faire de l'Education Nationale une priorité.

On en arrive à des aberrations d'un autre âge qui vont conduire des élèves de Seconde dans les hopitaux ou les casernes pour suivre leur scolarité !

Et pire, Mr MONORY fait le silence sur les 40.000 lycéens qui ne trouveront pas de place ! Cette situation, issue du désengagement de l'Etat dans l'Enseignement, ne tient pas du hasard, puisque dans le même temps, Mr MONORY annonce un plan d'avenir visant à renforcer l'autonomie et les pouvoirs des chefs d'établissement, c'est-à-dire à instituer une concurrence sauvage entre les lycées, et à avancer sur la voie de l'intégration européenne, autrement dit : vers la soumission de l'école aux aléas du marché.

Cette situation est proprement inacceptable ! 8 mois après le puissant mouvement étudiant-lycéen de l'hiver 86, rejetant la loi du fric à l'école, cette conférence de presse de Mr MONORY est humiliante pour tous ceux qui ont participé à ce mouvement. Mr le Ministre n'a pas daigné parler du nombre de postes au CAPES et à l'Ecole Normale qui ne sont toujours pas pourvus. La notoriété du métier d'enseignant n'est plus ce qu'elle était ! Mais, comment s'en étonner, quand on voit combien cette profession est dévalorisée aujourd'hui par le peu de crédit qu'accorde l'Etat à l'enseignement ?

Cela augure bien de ce que sera la rentrée universitaire 87-88 pour les étudiants qui voient ainsi leurs débouchés se restreindre. Renforcer la sélection et précariser l'avenir de la grande masse des étudiants, voilà l'objectif inavoué de Mr MONORY.

L'UNEF, qui vient de tenir son Bureau National de rentrée le 31 août, a décidé de ne pas laisser faire, et de passer à l'offensive dès l'inscription des nouveaux bacheliers en septembre.

L'UNEF fera connaître ses principaux axes de bataille, lors d'une conférence de presse, au lendemain de son Collectif National de rentrée.

D'ores et déjà, une certitude : la bataille des étudiants et de toute la communauté universitaire pour le réinvestissement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur, doit connaître un nouvel élan à la rentrée.

RENTRONS DEPANS !

Ah! Cette rentrée 87, que va-t-elle être ? C'est une question que beaucoup se posent.

Après des années de dégradation de nos conditions de vie et d'études, de désengagement de l'Etat, que va être l'enveloppe budgétaire de l'enseignement Supérieur?

Après le vaste mouvement de l'automne 86, que vont devenir les centaines de milliers de lycéens et d'étudiants qui ont défendu leur avenir?; qui se sont battus pour autre chose que la loi de la jungle et du fric? Et le gouvernement, dans tout cela, qu'a-t-il retenu de la leçon?

Par ces maints aspects, la rentrée 87 ne peut être une rentrée comme les autres. Nous avons tous vécu, l'an passé, des événements extraordinaires qui resteront dans les mémoires. Mais tout va-t-il si bien? Tout le monde est-il dans ses pantoufles?

Septembre 87. L'aggravation des conditions de vie et d'études s'accroît. Le coût de la vie des étudiants est en hausse. Les augmentations des loyers universitaires, celle du ticket de Restau. U (voté par le C.N.O. en plein mois de juillet) sont supérieurs à l'inflation. Les bourses, elles, ne suivent pas. Les inscriptions universitaires de juillet ont vu un nombre important de bacheliers renoncer à s'inscrire devant les difficultés accumulées. La sélection a fait rage.

Les étudiants sont touchés par nombre d'aspects communs à l'ensemble de la jeunesse, l'augmentation faramineuse des loyers, la précarisation du travail. D'autant qu'une bonne partie de la main-d'oeuvre précaire est étudiante. Les petits boulots ont payé ses études, on connaît!

Dans ces conditions, avec pour la première fois depuis 20 ans, le nombre d'étudiants qui baisse, on se demande comment va-t-on atteindre les 2 millions d'étudiants en l'an 2000? Et surtout, 2 millions pour quoi?

faire, quand on brade des usines de haute technologie et de grosses productions à l'étranger.

Une constante, la démocratisation de l'enseignement supérieur, reste à faire. L'égalité de tous pour des études qualifiées reste une revendication d'actualité.

La résolution des problèmes que connaît l'université française, ne peut passer que par une seule voie, le réinvestissement financier de l'Etat. Certes, ce n'est pas l'orientation du gouvernement actuel, mais nous n'allons pas attendre un hypothétique changement pour imposer nos revendications.

D'autant que des choses avancent.

Le mouvement de novembre-décembre a permis de marquer des points.

Le ministère a bloqué les droits d'inscription et les cotisations de sécu à leur taux de septembre 86. C'est un premier recul qu'il nous faut mesurer à sa juste valeur, et le considérer comme une victoire du mouvement, surtout de la part d'un gouvernement qui tient à faire payer aux étudiants l'intégralité de leur formation.

Pour les universités, c'est un manque à gagner dans la mesure où le budget n'est pas rallongé pour autant. Les mandarins en profitent pour instaurer des droits supplémentaires. de polys, de bibli, de labos, ... qui augmentent. d'autant la note. Ces droits sont illégaux, dans la mesure où rien ne mentionne leur autorisation dans les textes.

L'UNEF a donc décidé d'appeler à leur boycott et à agir pour leur remboursement s'ils ont déjà été payés.

100 millions de francs ont d'autre part été débloqués pour la rentrée. Il faut se féliciter de cette enveloppe, même si elle reste insuffisante et tournée vers des secteurs de formation professionnalisés, entrant dans la logique de désindustrialisation du pays et de rentabilité financière.



A GRENBLE: Les copalns de l'A.G.E. font face à une offensive de l'UID qui se montre plus agressive sur les chaînes.

A TOULOUSE: Inscriptions en Sciences Sociales; l'administration a découvert la joie de se livrer à la course à l'autobus. Résultat: les derniers arrivés ont été mis sur une liste d'attente.

A LA FAC DU MIRAIL: L'AGET a pris rendez-vous avec l'adegen pour examiner le cas des licences hors académie qui ne sont toujours pas inscrites.

A LIMOGES: les enseignements optionnels sont éclatés sur les différents campus. L'AGEL s'apprête à intervenir.

A NANTIERRE: L'UID a perdu son agressivité. Il faut dire qu'avec les adhésions réalisées par l'AGEN, il y a de quoi perdre le moral, d'autant que bien souvent, il s'agit de nouveaux adhérents très combattifs.

A TOULBIAC: même constat: les nouveaux adhérents veulent bouger. Résultat: 150 dossiers lâchés par la présidence de PARIS I.

A RENNES: Il y a des listes d'attente en LEA et en musique.

Une délégation de l'UNEF, composée de Xavier ANNE et de Maud MOUSSET secrétaire à l'orga de LIMOGES, a participé au 36ème congrès de l'IFMSA du 8 au 15 août à BELGRADE. Au terme de ce congrès, l'UNEF a été élue directeur du Comité de la Prévention de la guerre nucléaire, et à ce titre, membre du Bureau Exécutif de l'IFMSA.



Ces reculs du gouvernement sont un encouragement à tous ceux qui se battent pour une autre université. Cela ne veut pas dire que tout va bien - cela nous le laissons à MONORY-, mais qu'il faut continuer, ne pas baisser les bras.

Entre les étudiants qui veulent des études qualifiantes pour un métier qualifié, et un gouvernement qui cherche à réduire la qualification et à augmenter la précarisation de l'emploi, c'est une partie de bras de fer qui s'est engagée. Elle est longue. Et ceux qui se nourrissent d'illusions en pensant que le mouvement allait changer, évaluaient mal la ténacité de nos dirigeants tant au ministère que dans les universités.

Les Etats Généraux ont fait l'état de l'Université. Il en est sorti une belle plaquette qui risque fort de se retrouver dans les archives si nous ne nous en servons pas. Il est urgent de faire connaître ces propositions - d'autant qu'elles reprennent, pour beaucoup, celles de l'UNEF- mais aussi de continuer et de les imposer, car elles ont été élaborées démocratiquement par les étudiants de France.

Ce que nous vivons tous les jours, résulte du désengagement financier de l'Etat. Dire que l'Etat doit se réinvestir ne suffit plus. Il faut continuer à l'exiger, car c'est la pièce maîtresse, tout en affinant nos revendications.

Dans les tous premiers jours de la rentrée, les associations UNEF vont se réunir. Cela va être

l'occasion de faire le point UER par UER, des conditions de la rentrée, de ce qui manque pour étudier concrètement (amphis, profs, labos, bouquins etc...), mais aussi de s'organiser pour commencer à faire vivre l'association et à développer les actions qu'il faut pour que nous puissions réussir nos études. Ainsi nous pourrions évaluer fac par fac, les manques, et faire des propositions chiffrées dans le cadre du budget 88.

Ne rien imposer, mais partir de ce que vit chacun, pour décider ensemble des luttes à mener, pour mieux vivre et étudier : des milliers d'étudiants en ont fait l'expérience l'an passé.

Continuons pour construire l'Université de la réussite.

Pierre VILLARD
Secrétaire Général

La Presse Etudiante à Paris X Nanterre ...

Il y a une chose importante dans la vie d'une université. Je veux parler de la presse étudiante avec toute sa diversité. Presse passionnante, très souvent engagée, éphémère parfois, elle vit ; elle est aussi le baromètre d'une orga. Ainsi, l'AGEN-UNEF, dans son cadre d'A.G.E., de même que dans le cadre des associations qu'elle regroupe, a su récemment, (janvier 87), dynamiser ce secteur. Ce fut tout d'abord, l'entrée, en matière de presse syndicale, du "RASE", la revue de l'association de Sciences Eco; puis les étudiants de SSA (auxquels se sont ajoutés les associations de SHC et lettres) virent apparaître "LE PELICAN", revue dynamique, dont vous avez pu lire un extrait dans "UNEF-INFORM". Apparaîtront ensuite, dès octobre 87, "LE PELICAN MAGAZINE", supplément mensuel, et qui fera paraître tous les trimestres des dossiers complets et poussés. Et le journal mensuel destiné, celui-là, à tous les étudiants de PARIS X NANTERRE, et écrit par l'A.G.E., intitulé provisoirement "S'UNIR", composé de dossiers, d'une revue de presse, d'interviews, de rubriques économiques, juridiques, lecture, internationales, d'un courrier des lecteurs... et de photos fournies par l'Association des Reporters Amateurs (A.R.A.), association hébergée par la Coop AGEN

Bref, tous les ingrédients sont présents pour constituer une presse UNEF à Nanterre, aussi bien diversifiée qu'ouverte à tous les étudiants progressistes et nombreux, comme l'a révélé le mouvement de novembre-décembre 86.

Parallèlement, existe une presse qui a fait un tabac lors du mouvement cité ci dessus, et qui continue à bien tourner; je veux parler de "LA GAZETTE", journal qui tire à 400 exemplaires par numéro, suivi par des journaux satyriques, très éphémères ceux-là. Nous ajouterons, bien sûr, le

LE PELICAN

LA REVUE DES ETUDIANTS DE SSA, SHC, LETTRES



journal des Droits de l'Homme de PARIS X, "HORIZON PARIS X", qui n'est pas exempt d'intérêt.

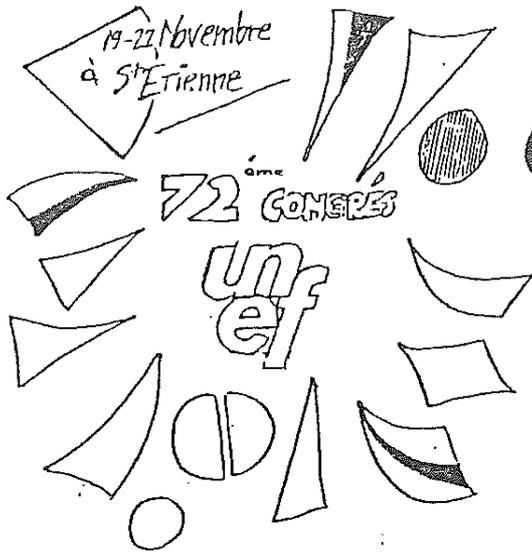
Les points de vente dans la fac sont, très souvent, une table dans le déambulateur, mais aussi à la Coop-AGEN, où tous les journaux étudiants de PARIS X y sont vendus (y compris "LA GAZETTE" et "HORIZON PARIS X", auquel il faut ajouter "PITCAIM", revue de relations internationales).

Mais quel contenu ces journaux ont-ils?

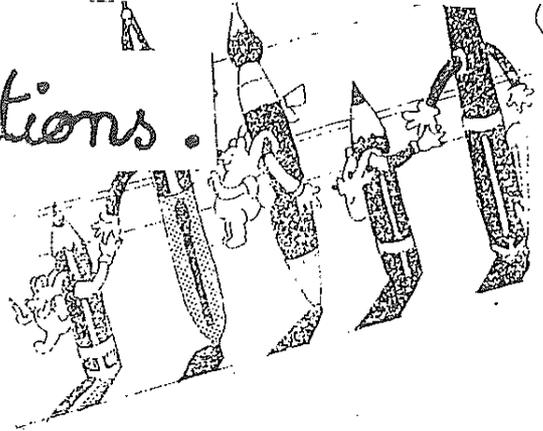
Tout d'abord, ils ont un point commun non négligeable : ils sont résolument anti Devaquet, et j'entends par là toute la politique Devaquet et post-Devaquet. "LA GAZETTE", par exemple, fut créée lors du mouvement étudiant pour rendre compte, jour après jour, de ce qu'il se passait. Résolument hors cadre syndical (ils n'ont pas hésité à descendre en flammes l'une FID) et notamment un certain DE VILLEPINT, pour sa grossièreté et sa démagogie, propre aux militants de l'UID). "LA GAZETTE" n'en fut pas moins un instrument précieux pour les grévistes de novembre décembre (la presse UNEF-NANTERRE n'était pas encore créée).

Il est encore trop tôt pour dépeindre ce que sera la presse étudiante de Nanterre en 87-88, néanmoins, je peux affirmer que l'AGEN-UNEF y tiendra une place loin d'être négligeable. D'ailleurs les A.G.E. soucieuses de savoir ce qui se passe chez nous, et envieuses de savoir ce que contient notre presse, peuvent s'abonner ou commander des numéros du "PELICAN", "PELICAN MAGAZINE", "RASE", "S'UNIR", en téléphonant, je me ferai un plaisir de leur faire parvenir dans les délais les plus brefs.

Pascal FRAUDIN
Responsable Entraide Etudiante
AGE NANTERRE



Contributions.



Olivier BONNET
Association L.E.A.

L'UNIVERSITE : OUTIL POUR 1992

L'Université française est depuis longtemps au cœur des mutations de la société. Cela a été vrai au moment de la reconstruction de notre pays après la Seconde Guerre Mondiale, cela l'est toujours, alors que notre pays s'enfonce dans la crise. Le patronnat et le gouvernement nous présentent la perspective de l'acte unique européen de 1992, comme une issue à la crise. En réalité, il s'agit, comme l'explique le plan Guichard, de partager le gâteau du futur marché européen entre les différents pays de la C.E.E.

Une Europe à deux vitesses, bien sûr, et l'objectif patronal de 56.000 diplômés en l'an 2000, est l'illustration de cette France au seuil de l'incompréhensible de 3 millions de chômeurs. L'élitisme républicain comme l'actuelle politique universitaire, servent cet objectif.

On le sait déjà; les super diplômés (M.S.T., Magistères, etc...) ou les seconds cycles précanisés, par Schwartz, seront là pour maintenir à court terme, les quelques créneaux porteurs de profit des industries de pointe. A court terme seulement, car les quelques heureux élus devront se reconverter après 5 années de vie active, leur formation ne leur permettant pas de faire face à l'évolution rapide des technologies.

Le gros morceau du Plan Guichard, vise à faire de notre pays le centre des échanges commerciaux européens, et un haut lieu de tourisme de luxe. L'éclosion des parcs d'attraction autour de PARIS n'en est qu'une infime partie.

Un exemple de la mise en application de ce plan; l'économie du Loiret, et les projets pédagogiques de l'Université d'ORLÉANS. Licenciements, abandons d'activités, mariages d'entreprises avec des multinationales, sont le lot quotidien des attaques à l'économie locale. Ainsi, Hutchinson ferme son laboratoire de recherche qui avait trouvé le moyen de créer 650 emplois, par la production de 23 nouvelles

fabrications. Bien avant leur privatisation, Alcatel et Saint-Gobain abandonnent des productions de haute technologie. Renault va s'installer en ESPAGNE, tandis que les laboratoires pharmaceutiques Egic et Joullé sont rachetés par une société américaine, et les laboratoires Substantia se cantonnent à la para-pharmacie, après s'être mariés à un groupe portugais.

A la place des vastes bâtiments industriels abandonnés, on installe de vastes entrepôts pour les échanges commerciaux entre les pays de la C.E.E. et l'Atlantique. Tandis qu'un ambitieux plan routier prévoit l'amélioration des liaisons ALLEMAGNE-ATLANTIQUE, Nord de l'EUROPE-BASSIN MEDITERRANEEN, faisant de la Région Centre, le principal carrefour commercial de la FRANCE.

Pour le tourisme, un seul exemple parlant de lui-même : pas loin de 15 terrains de golf, agrémentés d'un complexe hôtelier de luxe, ont été construits en 5 ans.

Pour faire, fructifier tous ces projets, pas besoin de dire qu'il faudra quelques bons gestionnaires, juristes, techniciens commerciaux, experts en communication. Pas d'inquiétude, l'Université d'ORLÉANS est là pour vous servir.

Pour le tourisme, on vient de créer un diplôme d'université de Guide-Interprète pour les licenciés LEA, qui ne pourront pas accéder à la récente MST de Commerce International. Les châteaux de la Loire sont à deux pas : débouchés saisonniers et précarité assurés. Un projet de licence de communication, remplaçant Lettres Modernes, est à l'étude.

L'objectif annoncé d'augmentation d'un tiers plus mais à sélectionner davantage. L'UFR de Droit, Eco et Gestion est à la pointe dans ce domaine. Elle vient de soumettre au CEVU un projet de DEUG rénové à la mode Schwartz : 2 voies possibles, DEUG normal en deux ans et DEUG "renforcé" en trois ans. L'orientation serait déterminée en fonction du dossier scolaire. Le projet a été rejeté, non pas sur le fond, mais sur sa forme qui pourrait "effrayer" les étudiants.

Dans ces conditions l'UNEF doit non seulement continuer avec les étudiants à combattre la sélection, à travailler à l'amélioration des conditions de vie et d'études. Lors du mouvement de novembre décembre 86 et des Etats Généraux, les étudiants ont commencé à analyser l'actuelle politique universitaire comme outil de la dissolution de la société. Le rôle du syndicat est aujourd'hui de leur donner les moyens d'aller plus loin dans leur réflexion et dans leur analyse. Le rapprochement entre les étudiants et les travailleurs dans les luttes, à l'image de la bataille contre le démantèlement de la Sécurité Sociale, est un moyen d'approfondir cette réflexion pour construire du neuf à l'Université.

CONTRIBUTION INDIVIDUELLE AU 72è CONGRES DE L'UNEF

Cette contribution portera sur trois points :

Tout d'abord, sur l'échec scolaire, car l'échec à l'université des enfants d'origine modeste se forge bien avant celle-ci.

Ensuite mon propos essaiera de cerner la réalité étudiante et le rôle que joue le syndicat aujourd'hui,

Enfin, je tenterai de définir le rôle du syndicat étudiant.

I L'échec du système scolaire

L'éducation a toujours été un enjeu important pour une nation. Elle l'est encore plus aujourd'hui et en particulier en France où son bilan est consternant.

Il s'agit en effet, d'un échec patent du système éducatif, que nous prouve la progression de l'illétrisme, le rejet des enfants de milieux populaires dégoûtés par la société et par la culture scolaire trop étrangère au vécu des classes laborieuses. Des plans de réforme et des changements de structures se sont pourtant succédés à une cadence frénétique.

C'est donc à un échec de l'éducation de masse fondée sur le principe d'égalité des chances auquel on assiste. Car d'égalité des chances, il n'y a point. Dès l'apprentissage du langage, l'institution scolaire met en situation d'échec les enfants des couches défavorisées qui n'ont, dès lors, d'autre solution que de se résigner à la hiérarchie de l'organisation du travail, ou de se voir exclus de la stabilité de l'emploi (chômage, T.U.C., petits boulots).

Sous couvert d'égalité des chances, on a brouillé les cartes. Avant les années soixante, les choses étaient plus claires : après l'école primaire, les enfants de milieux populaires poursuivaient leurs études jusqu'au C.E.P., les autres jusqu'au Bac. L'allongement de la durée légale de la scolarité, aussi nécessaire

soit-elle, a brouillé les cartes, multiplié les institutions scolaires, les classes poubelles ...

Les classes sociales qui avaient toujours eu une stratégie d'éducation (la bourgeoisie et une partie des classes moyennes) ont continué leur effort.

Les autres se sont perdus dans le maquis de l'Éducation Nationale. Les enfants de milieux populaires continuant à connaître l'échec au travers de classes dépotaires. Malgré tout, pour les classes aisées, il y a encore trop d'enfants qui réussissent à l'école. C'est pourquoi l'université, de lieu d'élite qu'elle était, est devenue "dépotaire des classes moyennes", dans la vision de ces classes, d'où le développement des grandes écoles mais aussi le développement de formations différenciées au sein même de l'université, comme les magistères.

A côté de la masse, une minorité de privilégiés bénéficie de gros moyens. L'enseignement, en même temps qu'il s'homogénéisait, s'est également différencié. C'est bien là le trait important de la crise actuelle que l'on retrouve aussi dans le monde du travail. Face à ce processus de massification/différenciation, il faut maintenant porter un regard sans complaisance sur l'attitude des étudiants, des syndicats, des structures universitaires.

II Etudiants, Syndicats et Université

a) Etudiants :

Face à ce processus de massification/différenciation, la grande majorité des étudiants a répondu favorablement. Donnons-en quelques preuves en étudiant le cas de Nanterre. En A.E.S., par exemple, une association s'est créée, afin de vanter auprès des entreprises la spécificité de l'A.E.S. Nanterre. Des plaquettes décrivant le cursus sont remises aux étudiants cherchant un emploi. Cette association comprend aujourd'hui 70% des étudiants de second cycle. En Sciences Economiques, plusieurs associations du même type se sont développées. Cependant, les étudiants sont attachés au caractère national du diplôme qui leur offre, du moins le pensent-ils, une plus grande sécurité.

Mais il y a aussi un besoin chez eux de montrer la spécificité de leur formation à leurs futurs employeurs. Ce besoin de différenciation est grand. Chevénement a répondu à ce besoin en créant des magistères. Il avait en effet compris qu'en créant des formations d'élite, loin de se mettre à dos les étudiants, il en ferait ses complices. En effet, l'étudiant est rassuré par ce système, sa formation est reconnue par le ministère mais son contenu est propre à l'université.

D'autre part, s'il ne réussit pas à y entrer après le DEUG, ce qui est impossible, car c'est un "winner", il a sa disposition une formation générale de type classique qu'il mettra en valeur en insistant sur les spécificités du cursus dans son université. La politique de Chevènement a donc été globalement bien acceptée. Le rejet du projet Devaquet est fondé sur deux choses : le rejet du caractère national du diplôme, et la sélection à l'entrée de la fac. Chevènement continuait la traditionnelle sélection après l'entrée (à chacun sa chance!), Devaquet l'installe dès l'entrée. Dès lors, la logique de Chevènement, aussi mauvaise soit-elle, ne peut être considérée comme la base de la logique Devaquet.

b) Le syndicat :

Le syndicat étudiant, comme tout syndicat dans une société salariale de type fordiste, n'est qu'un instrument du système social. Dès lors, il lui faut être reconnu, à la fois par l'institution à laquelle il s'intègre, ici l'Université, et par les individus qu'il représente. Or, la représentativité étudiante a toujours été contestée par les mandarins. A cela deux raisons : le corporatisme et la faiblesse de la participation. Le syndicat est devenu l'association qui fait les polys, qui vend les gommes, les crayons... Quand les étudiants ont des problèmes, on assiste de plus en plus à des délégations d'inorganisés. Sommes-nous incapables de convaincre de notre utilité? Les Conseils étant devenus des chambres d'enregistrement où chacun joue son rôle, leur utilité n'est donc plus reconnue. Les syndicats étudiants apparaissent comme des appareils plus soucieux de leur score que de l'intérêt au jour le jour des étudiants. L'UNEF n'a pas échappé à cela.

c) L'Université :

Celle-ci s'est adaptée avec une souplesse étonnante. La sélection sauvage est pratiquée de manière sournoise. Les différents conseils deviennent des chambres d'enregistrement où se confrontent les corporatismes de toutes sortes. Il est évident que l'université souhaitait le projet Devaquet, même si la conférence des présidents a dû, sous la pression, y renoncer.

III Pour un autre syndicalisme

a) Le problème de la reconnaissance :

J'ai déjà souligné le manque de reconnaissance du syndicat par les étudiants. En rester là, ne constituerait pas une nouveauté quant à notre perception sur le terrain. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner ce qu'est cette faible reconnaissance.

Celle-ci n'est pas basée, pour la majorité des étudiants, sur les revendications de tel ou tel mouvement. Il existe, bien entendu des préférences politiques qui peuvent intervenir sur les choix. Cependant, on se détermine le plus souvent par rapport aux services rendus par le syndicat : achat de matériel, vente de polys... En ce sens, l'influence du syndicat dans une université se mesure bien souvent en proportion de la surface et de l'emplacement qu'occupe sa coopérative sur le campus.

En ce sens, notre orientation dite du "syndicalisme au coeur des études", nous a poussé bien souvent dans cette voie. De principe de solidarité, la coopérative est devenue moyen de financement principal d'une activité syndicale restreinte atteignant son point culminant dans la contestation du budget de la fac ou les élections. De plus en plus, l'activité de la coopérative s'est autonomisée de l'activité syndicale, l'essentiel du local devenant réservé à la vente. Autre signe inquiétant, de la vente de la gomme et de crayons, on est passé à la vente de divers objets n'ayant pas leur place dans une coop (vêtements de sport...). On se souviendra ici de l'expérience de la CAEL sur laquelle je n'aurai pas la cruauté de m'étendre.

En revanche, l'activité de défense au jour le jour, des étudiants a été de plus en plus délaissée. On a assisté ces dernières années, à une prise en charge des étudiants par eux-mêmes, ce qui n'est pas en soi négatif, concrétisée par l'organisation de délégations non syndicales dans les conseils ou la formation d'associations corporatistes.

b) Vers un syndicalisme de masse :

A l'occasion du mouvement de novembre-décembre, les étudiants ont exprimé la volonté d'un engagement unitaire. On a alors pu constater le besoin d'une organisation permanente dans laquelle pourrait s'exprimer cette aspiration.

Le texte préparatoire du 72^e Congrès, est disponible dans ton A.G.E. Demande-le au plus vite ! Les contributions doivent être envoyées à la commission du texte. UNEF 72, Rue de Clichy 75009 PARIS. Elles doivent comporter 4000 signes maximum (environ 4 pages manuscrites) et émaner d'adhérent individuel, d'association d'UFR, ou d'Association Générale. Bon travail !

Le jeu d'appareil qui eut lieu avant et pendant les Etats Généraux, n'a pas rendu la concrétisation de ce besoin possible. Pour ma part, il me semble que cet échec doit être attribué au manque de mobilisation des étudiants autour de ces Etats Généraux.

Le Pen la Honte

La nécessité d'une grande organisation unitaire permettant à chacun de s'exprimer n'est pas morte pour autant. Cela doit être une organisation de masse, mais au-delà, une organisation dans laquelle puissent s'exprimer les différences au sein de tendances non plus basées sur des critères d'appartenance à un parti ou tendances d'un parti (voir UID), mais fondées sur le regroupement d'individualités qui, le cas échéant peuvent être membres ou sympathisantes d'un parti, mais qui se rassemblent autour de convictions propres.

La réalisation de cette haute exigence, passe par la mobilisation des étudiants. Celle-ci ne peut se faire au sein d'une organisation (UNEF-SE ou UNEF ID), mais par la refonte des structures existantes. L'idée d'une grande UNEF peut alors constituer une opportunité, si elle n'est pas conçue comme l'absorption d'une des UNEF par l'autre.

La réalisation de cette grande UNEF passe par la réunion de ceux qui, au sein des deux UNEF, sont capables de mobiliser leurs différences pour mener un combat commun : l'éducation dans notre pays.

Sylvain ZEGHNI
Association D E A
Sciences Eco. Nanterre

LA SUBVENTION

Vous avez pu le lire en page 12, l'UNEF vient de voir sa subvention nationale réduite de moitié. C'est une grave attaque du gouvernement. Un appel à la souscription pour notre 72ème congrès sera bientôt lancé, sans attendre, adressons nous aussi au ministère : la pétition nationale (encartée dans ce numéro) doit être massivement signée et renvoyée au B.N. (52, Rue Pailleton 75019 PARIS), c'est l'affaire de tous les adhérents!

L'UNEF tient à exprimer son indignation face aux propos insultants tenus par LE PEN lors de l'émission "RTL LE MONDE" dimanche dernier, à l'égard des déportés de la seconde guerre mondiale.

Minimiser le fait historique que constituent les chambres à gaz, au point d'en faire un "détail d'histoire", c'est banaliser le nazisme et les crimes les plus abjects qu'il a perpétrés.

C'est toute la communauté juive, tous les résistants, toutes les familles de déportés tués pendant la guerre, qui doivent souffrir aujourd'hui de ce propos ignobles de Mr LE PEN.

Cela démontre bien la nature profondément antisémite et fasciste de ce député du Front National, dont l'immunité parlementaire devrait être levée.

L'UNEF a donc participé à la manifestation jeudi 17 septembre, devant l'assemblée, à l'appel des organisations anti racistes!!!!

EXONERATION DES DROITS D'INSCRIPTION

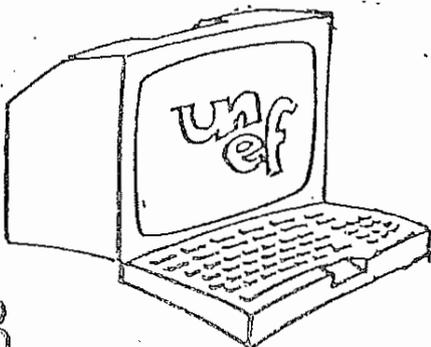
Si tu es boursier, tu ne paies pas de droits, ni de sécu étudiante. Il faut fournir un justificatif provisoire de bourse.

Si tu es en instance de bourse, et que tu dois faire l'avance, fais-toi remboooooorser par l'administration de ton UER.

Si tu n'es pas boursier :
10% des étudiants peuvent être exonérés ou remboursés en application d'un arrêté de 1984.

Tu dois faire une demande, en remplissant un formulaire auprès de l'administration. C'est difficile, il faut insister lourdement, voir y aller en groupe, les universités tentent de délivrer le moins de formulaires possible. Ne te laisse pas décourager par des âneries du style: "Vous avez plus 1000 Frs par mois pour vivre! Vous n'y avez pas droit".

Dans tous les cas, lis le Guide, et prends contact avec ton association.



36-15 UNEF

ELECTIONS

LES ELUS ETUDIANTS



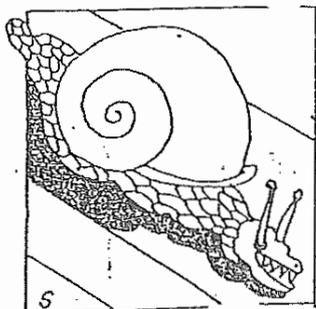
STRUCTURES, DEMOCRATIE, ELUS :

Il nous faut tout d'abord constater que ce triptyque est loin d'être idéal aujourd'hui dans nos facs.

En effet, les structures universitaires sont un véritable imbroglio juridique dans la plupart des universités (voir le Guide de l'Etudiant à ce sujet). Partout, la démocratie est bafouée : pas d'élections depuis plusieurs années, des structures qui ne fonctionnent pas des élections en pleine période de partiels ou juste avant les vacances, des élus qui reçoivent les convocations en retard, etc... Dans chaque fac, il existe de nombreux exemples. Enfin, la plupart du temps, les élus sont réduits à un rôle de "potiche" : leur voix n'est pas écoutée, ils ne reçoivent souvent les documents qu'en début de conseil, si bien qu'ils ne peuvent pas les étudier et en discuter avec les étudiants, souvent l'ordre du jour est incompréhensible...

Les élus n'ayant que peu de poids dans les conseils, ce sont les mandarins qui dirigent les facs, alors la démocratie est méprisée, les structures universitaires n'évoluent pas dans un sens favorable aux étudiants.

Pour sortir de ce cercle vicieux, il n'y a pas de miracle! Seule, la lutte des étudiants peut permettre d'améliorer le cadre dans lequel nous étudions, et qui influe sans cesse sur nos études, puisque ce sont les Conseils et les Présidents d'Universités qui font la loi.



Juridiquement, la "Loi Savary" du 26 janvier 84, régit la vie de nos facs, mais en réalité, elle n'est appliquée que très partiellement (15 universités sur 72 ont adopté ses structures).

Une première exigence doit donc être son application totale (au niveau de l'université, de l'UFR, le déroulement de études etc...) pour sortir de l'imbroglio juridique actuel.

Alors, il existerait une référence stable qui puisse être connue de tous et au sein de laquelle nous pourrions exiger le respect des droits des étudiants. Nous aurions aussi une base solide pour aller de l'avant et remporter de nouveaux acquis; des exigences allant dans ce sens ont été formulées aux Etats Généraux de l'Enseignement Supérieur.

Pour cela il est nécessaire que les étudiants aient une démarche publique. Ils sont des représentants légitimes du syndicat, car élus par les étudiants, et à ce titre, ils doivent être porteurs de ses revendications, aider à la mise en place de son orientation notamment en étant les moteurs du rassemblement des étudiants, des "déclencheurs des luttes".

Les élus sont aussi les représentants des étudiants, alors ils doivent se faire connaître des étudiants, organiser un réseau de délégués, au plus près des étudiants : les délégués de T.D. Ainsi, l'information peut circuler facilement dans les deux sens : de l'élus vers les étudiants et réciproquement.

Ceci implique que les syndicats et les étudiants soient exigeants vis-à-vis des élus.

Aidez les élus à mieux jouer leur rôle, à être toujours plus efficaces dans la défense des intérêts des étudiants, c'est là le but du SECTEUR ELUS du Bureau National avec un outil qu'il faut développer et améliorer : le BLE (Bulletin de Liaison des Elus). En novembre-décembre prochain, des élections universitaires vont avoir lieu. Il s'agit de les préparer dès la rentrée en prenant de bonnes habitudes : permanences des élus, panneaux syndicaux, information des étudiants, préparation publique des conseils, élection partout de délégués de T.D., appel public à candidature, rédaction de la plate forme revendicative avec les étudiants...

Réfléchir à des propositions pour un meilleur fonctionnement des structures universitaires, pour plus de démocratie, pour un réel statut des élus, c'est le rôle de la Commission STRUCTURES UNIVERSITAIRES du Bureau National mais, elle ne peut être efficace que si ses réflexions s'enracinent dans les expériences des associations, des AGE, des élus, des réflexions de syndiqués, et si ses propositions sont débattues, améliorées par les étudiants qui luttent avec le syndicat pour les faire appliquer.

Chaque syndiqué a sa place chacun à son niveau, dans cette lutte pour un fonctionnement démocratique de l'Université, ainsi que dans la réflexion du syndicat.

Fabienne SOULAS
Responsable du Secteur Elus

Pierre-André ALBERTINI
LIBÉRATION !

Sous la pression de l'opinion publique et des jeunes, c'est une victoire contre l'apartheid.
Mais diffusons ici une interview d'Anne ALBERTINI qui, le 7 août 1987, 24 jours avant la libération de son frère, nous parlait de lui.
Nelson MANDELA est toujours en prison.
L'apartheid règne encore.
Le combat continue.

LIBÉRATION !



Pierre-André ALBERTINI, aujourd'hui c'est un nom connu!

Coopérant français en Afrique du Sud, il a été arrêté puis emprisonné par le régime raciste de Prétoria.

Les charges accumulées contre lui, montées de toutes pièces, ont été retirées par ses juges eux-mêmes, pour ne conserver que le "crime" de refus de délation.

Sa soeur, Anne ALBERTINI, étudiante en droit à Paris I, adhérente de l'UNEF, s'est rendue en Afrique du Sud.

Elle nous en parle.

(Naturellement, Anne en a profité pour reprendre, en plein mois d'août, sa carte 87-88 de l'UNEF).

"Dis leur qu'il faut aller jusqu'au bout !"

Le débat fini, je me suis précipité pour avoir quelques précisions pour les lecteurs d'UNEF-INFORM'.

UNEF-INFORM' : Pourquoi es-tu allée en Afrique du Sud?

ANNE ALBERTINI : Je n'avais pas vu Pierre André depuis un an et demi! J'avais envie de le voir! De lui parler de ce qu'on faisait pour sa libération. Le but c'était aussi de mobiliser l'opinion, à mon retour dans le cadre de la campagne pour sa libération.

UNEF-INFORM' : Et que t'a-t-il dit?

ANNE : Pierre-André remerciait tous ceux qui l'aident. Il félicite tous les gens qui font grandir le mouvement anti-Apartheid. Lutter pour sa libération, c'est faire grandir le mouvement anti-Apartheid en France, ça c'est important.

C'était à l'issue d'un débat sur Pierre-André, sur l'Afrique du Sud et l'Apartheid, elle répondait calmement aux questions de la salle :

"Les jeunes Sud-Africains blancs qui refusent de faire leur service militaire parcequ'ils considèrent que le pays est en état de guerre civile du fait de l'Apartheid? C'est vrai, c'est bien, mais cela ne se sait pas assez."

"Les journaux Sud-Africains? Il y a la censure là-bas, mais ils commencent à parler un peu. Lorsque j'y étais, de nombreux journalistes ont essayé de me parler... Naturellement, ils écrivent le "terroriste", mais avec des guillemets."

D'un côté, je suis rassurée par ce que j'ai vu, j'ai vu qu'il tenait bon, de l'autre, je me suis dit : il faut que je le sorte de là, et vite!

UNEF-INFORM' : Ca n'a pas du être facile d'aller le voir?

ANNE : Non. J'ai attendu mon visa trois mois : au début, il était refusé, je devais partir avec Monseigneur GAILLOT, Evêque d'Evreux, le maire d'Evreux, et d'autres personnalités

Soudain, on me l'a filé à cause de la mobilisation de l'opinion publique. J'ai pu partir avec Mgr GAILLOT.

On m'a donné un visa de transit, je n'avais donc pas le droit de séjourner en Afrique du Sud.

Nous étions tout le temps surveillés, nous n'avions pas le droit de quitter l'étage de l'aéroport, où nous dormions, prenions nos repas...

Puis nous avons été transportés avec précaution à la prison de Moddeldrift dans le Ciskei, où est enfermé Pierre-André.

Je l'ai vu quarante minutes.

UNEF-INFORM : Quelles sont ses conditions de détention?

ANNE : Il est dans une cellule individuelle, entre les condamnés à mort et l'hôpital de la prison.

Il n'a droit à aucune activité, pas de livre, pas de papier... pas de stylo, complètement isolé du monde.

Il dit que s'il n'a pas journaux, pas de nouvelles, c'est parcequ'il est dans le Ciskei.

UNEF-INFORM : Le Ciskei c'est un Bantoustan?

ANNE : Oui, c'est comme le Transkei et les deux autres Bantoustans, Venda et le Bojhatswana, il a été créé au début des années 80. Ce sont des territoires déclarés "indépendants" par l'Afrique du Sud. Ils servent de réserve de main d'oeuvre.

Les gens qui y vivent perdent la nationalité Sud-Africaine et les éventuels droits qui pourraient être les leurs.

Les Bantoustans ne sont pas reconnus par la communauté internationale.

UNEF-INFORM' : Pierre-André est donc au Ciskei.

ANNE : Oui, c'est un otage de l'Afrique du Sud, il y a des tractations pour que l'on négocie avec le Ciskei plutôt qu'avec l'Afrique du Sud, ce qui reviendrait à reconnaître les Bantoustans comme de réels Etats indépendants et donc à nier le système de l'Apartheid.

UNEF-INFORM' : Et toi? Qu'attends-tu des étudiants, qu'attends-tu de l'UNEF?

ANNE : Je demande à tous les gens de se mobiliser dans les facs. Il faut signer des pétitions, les envoyer à l'Elysée pour que Mitterrand aille plus loin que le simple refus des lettres de créance de l'ambassadeur d'Afrique du Sud. C'est bien qu'il les ait refusées, cela s'est fait sous la pression de l'opinion publique mais il faut aller jusqu'au bout.

Mitterrand a déclaré le 14 juillet que la France avait les moyens d'être ferme face à l'Afrique du Sud, il faut peser largement sur les autorités françaises pour qu'elles exigent la libération de Pierre-André.



NICARAGUA / SOLIDARITE INTERNATIONALE

Dans le précédent numéro d'UNEF-INFORM', nous annonçons la brigade organisée en janvier 88 avec l'UNEN (Union Nationale des Etudiants du Nicaragua).

Bientôt, il faudra organiser la collecte pour ceux d'entre nous qui iront cueillir le café au soleil. Dès aujourd'hui, continuons d'inscrire tous les volontaires.

ATTENTION : Il faut pouvoir se libérer en janvier 88.

Pour tout renseignement, écris au Bureau National : 52, Rue Pailleron 75019 PARIS.

Nom : Prénom :

Fac : Adresse :

Téléphone :

Je suis volontaire pour participer à la brigade de janvier 88 au NICARAGUA.

"PRIX DES LIBERTES SYNDICALES"

Crée cette rentrée, le Prix des Libertés Syndicales sera décerné par la Rédaction d'UNEF-INFORM' à tous ceux qui par leurs actes, auront pratiqué ou encouragé la répression à l'Université. Témoignez, l'UNEF Informe !



REMISE DU "PRIX DES LIBERTES SYNDICALES"

L'été fut chaud. Si beaucoup d'entre nous ont bossé, pour gagner des sous ou réviser des examens, nous pensions tout de même à la plage, à l'amour, au soleil...
D'autres non, qu'on en juge !

Ce mois-ci, trois lauréats.

Prix du Passage à tabac

Nous apprenons avec stupeur qu'Emmanuel MARIN (Secrétaire National de l'UNEF), a été brutalement agressé par la milice des Galeries Lafayette. Il a fallu le transporter aux urgences de l'Hopital Lariboisière. En effet, inanimé pendant plusieurs heures, il a du subir divers examens (scanner, radios...).

Ce fait, qui aurait pu arriver à n'importe quel client, démontre une fois de plus, l'utilisation de milices musclées internes aux magasins, parallèlement aux services de prévention qui peuvent exister. Nous dénonçons ce dévoiement de la légitime peur des attentats terroristes par l'utilisation de telles méthodes qui, loin d'assurer la sécurité et la prévention, ne peuvent qu'entraîner ce que l'on appelle communément des bavures.

4/8/87

Prix spécial
"Sueurs Nocturnes"

Stupeur au cours de la journée d'hier parmi les militants de l'UNEF, à la fac des lettres, au campus de Vanteaux. Vers 12 heures, Maud Mousset, secrétaire de l'Union nationale des étudiants de France, s'est aperçue en entrant dans les locaux de l'UNEF, situés près de la cafétéria, qu'une véritable opération de commando venait d'avoir lieu quelques heures plus tôt dans les bureaux.

Au cours de la nuit de jeudi à vendredi, des hommes, semblant parfaitement connaître les lieux, ont cassé un carreau avec un diamant et fait le tour du siège de l'UNEF. En quelques minutes, le groupe a emporté des guides nationaux de l'UNEF, des documents ayant trait aux congrès nationaux du syndicat et aux états généraux de l'université. Les casseurs n'ont pas oublié, avant de quitter les lieux, de verser de l'acide sulfurique sur deux machines à écrire... Le préjudice s'élèverait à plus de 10.000 F.

Hier, en début d'après-midi, les policiers se sont rendus sur les lieux pour identifier la commando qui en veut à l'UNEF, à l'heure où les campus sont désertés... Les pistes permettant de mener aux auteurs de ce saccage semblant multipliés à l'heure actuelle.

Ces derniers mois, l'UNEF avait reçu des menaces écrites de la part d'un groupe d'extrême-droite.

11/7/87

Hors de Prix !

"Avec palmes"

UNEF : SANCTION GOUVERNEMENTALE

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche s'apprête à diminuer de moitié la subvention publique attribuée à l'UNEF. Ayant eu connaissance de cette mesure arbitraire, le syndicat vient de réagir très vivement en protestant contre cette "attaque supplémentaire des étudiants qui sont attachés à l'amélioration de leurs conditions de vie et d'études". Peut-être le gouvernement, veut-il sanctionner le syndicat étudiant qui s'est engagé à fond dans le mouvement de cet automne pour le retrait du projet Devaquet et qui a fortement oeuvré pour que les États Généraux de l'Enseignement Supérieur, se tiennent et formulent des propositions de nature à transformer l'Université. L'UNEF lance un appel "aux étudiants, enseignants, personnalités du monde du travail et du monde politique, pour le rétablissement de la subvention antérieure".

4/8/87

